



## COORDONNEES DU DEMANDEUR

Ne pas compléter si vos coordonnées sont déjà connues du service instructeur

Adresse permanente du demandeur : \_\_\_\_\_

Code postal : |\_|\_|\_|\_|\_|\_| Commune : \_\_\_\_\_

Téléphone fixe : |\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_| Téléphone portable professionnel : |\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|

N° de télécopie : |\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_| Mél : \_\_\_\_\_@\_\_\_\_\_

## CARACTERISTIQUES DU DEMANDEUR

### ➤ Pour les personnes physiques :

Respect des conditions d'âge<sup>(1)</sup> :  oui  non Affilié à l'AMEXA :  oui  non

Installé depuis moins de 4 ans :  oui  non  en cours d'installation Bénéficiaire de la DJA<sup>(2)</sup> :  oui  non

Si vous êtes titulaire de la DJA : ce projet est-il inscrit dans votre plan d'entreprise (PE) :  oui  non

Date de recevabilité du PE (RJA) : |\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_| Date d'installation figurant dans le CJA : |\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|

### ➤ Pour les personnes morales (GAEC, EARL, SCEA ...) autres que les structures collectives :

Nombre d'associés - exploitants : |\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_| Capital social de la société en nombre de parts : |\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|

Associé(e) exploitant						Si titulaire de la DJA <sup>(2)</sup>				
Respect des conditions d'âge <sup>(1)</sup>	Affiliation à l'AMEXA	Installé depuis moins de 4 ans	Nom		Date de naissance	N°SIRET (ou PACAGE)	Nombre de parts du capital social	Projet inscrit dans votre plan d'entreprise	Date de recevabilité du projet (RJA)	Date d'installation figurant sur le certificat de conformité (CJA)
			Prénom							
<i>Cocher les cases correspondantes</i>										
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>						<input type="checkbox"/>		
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>						<input type="checkbox"/>		
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>						<input type="checkbox"/>		
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>						<input type="checkbox"/>		

Si plus de 4 associés, donner les éléments les concernant sur une feuille annexée à la demande ; dans ce cas cocher la case

<sup>(1)</sup> Avoir au moins 18 ans et n'avoir pas atteint l'âge prévu à l'article D161-2-1-19 du code de la sécurité sociale au 1<sup>er</sup> janvier de l'année de dépôt de la demande. Au moins un des associés doit remplir cette condition.

<sup>(2)</sup> **soit être installé depuis moins de 4 ans à compter de la date d'installation** figurant sur votre certificat de conformité CJA, **soit être en cours d'installation** (titulaire du RJA) à la date de complétude figurant dans l'appel à projet bénéficiaire des aides nationales à l'installation **et être âgé de moins de 40 ans au jour du dépôt de la demande d'aide.**

**Soit être installé depuis moins de 5 ans** (pour les titulaires d'une DJA programmée en 2014 - décision d'attribution de la DJA antérieure au 1<sup>er</sup> janvier 2015)

### ➤ Pour les structures collectives (CUMA, GIEE,...)

N°	Identifiant des associés adhérents (raison sociale ou nom et prénom)	Commune N° PACAGE/ SIRET	Agriculteur	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> non
1				<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2				<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3				<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4				<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
5				<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
6				<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
7				<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
8				<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
9				<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
10				<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

## CARACTERISTIQUES DE L'EXPLOITATION

**Localisation siège d'exploitation :** commune identique à celle de l'adresse du demandeur

Sinon, merci de préciser l'adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : |\_|\_|\_|\_|\_|\_| Commune: \_\_\_\_\_

Demande réalisée par un producteur de lait de vache : est-il habilité AOP ?		<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> non						
Exploitation certifiée agriculture biologique		<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> non	Si oui : date certification :  _ _ _ _ _ _ _ _ _ _					
Siège d'exploitation :	Zone montagne	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> non	Zone défavorisée hors ZM	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> non	Zone plaine	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> non
	Zone Vulnérable (1)	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> non	Si oui, date du zonage: Historique 2007 <input type="checkbox"/>		depuis 2015 <input type="checkbox"/>			
	Zone Laitière fragile (1)	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> non						
	Zone effluents d'élevage (1)	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> non						
	Exploitation en zone couverture obligatoire des ouvrages de stockage des effluents (1)			<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> non				
Filière en déficit de renouvellement (ovins, caprins, porcins, volaille de Bresse (AOP) :		<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> non						

(1) la liste des communes pour chaque zonage est disponible sur le site de la DDT ou sur le site <http://www.europe-bfc.eu>

**Situation à l'égard de la réglementation sur les installations classées pour la protection de l'environnement et sur les prélèvements d'eau au titre de code de l'environnement (art. L 214-1 à L 214-6 et L 512-1 à L 513-3).** Veuillez indiquer si votre exploitation :

relève du régime d'autorisation ou de déclaration au titre de la réglementation sur les installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE)

Si plusieurs ateliers concernés, veuillez indiquer pour lesquels : \_\_\_\_\_

relève du régime d'autorisation ou de déclaration au titre de la loi sur l'eau (forage pour les bâtiments d'élevage)

ne relève pas de ces réglementations.

### Situation de votre exploitation au regard des normes réglementaires

#### ➤ normes liées à la gestion des effluents

- Si votre siège d'exploitation est situé en dehors de la zone vulnérable, disposez-vous, avant projet, des capacités de stockage ?

RSD <sup>(1)</sup>  ICPE <sup>(2)</sup>  non <sup>(3)</sup>

- Si votre siège d'exploitation est situé en zone vulnérable, disposez-vous, avant projet, des capacités de stockage ?

oui  non <sup>(4)</sup>

Pour tous les projets portant sur le logement des animaux et/ou le stockage des effluents, je joins à ma demande une expertise sur la situation de mon exploitation <sup>(5)</sup> :

AVANT projet et APRES projet,

Tous les animaux sont logés en litière paillée accumulée : aucune expertise complémentaire n'est à joindre.

Il s'agit d'un projet portant uniquement sur le stockage de fourrage : seule l'expertise AVANT projet est requise.

#### ➤ normes liées au bien-être des animaux

Le cas échéant, êtes-vous aux normes pour chacun de ces ateliers (à ne remplir que si ces ateliers sont directement concernés par le projet) ?

Veaux de boucherie  oui  non <sup>(5)</sup>

Porcs reproducteurs (truies)  oui  non <sup>(5)</sup>

Poules pondeuses  oui  non <sup>(5)</sup>

(1) Règlement sanitaire départemental (RSD), la capacité de stockage obligatoire varie selon les secteurs d'un mois et demi à quatre mois

(2) Installations classées pour l'environnement (ICPE), la capacité de stockage obligatoire est de quatre mois (4 mois)

(3) Si, au moment du dépôt de la demande, votre exploitation n'est pas aux normes au regard de la gestion des effluents d'élevage, vous ne pouvez pas accéder à l'aide à la construction, à la rénovation ou à l'aménagement des bâtiments d'élevage, hormis pour les jeunes agriculteurs dans un délai de 4 ans à compter de la date d'installation.

(4) Dans ce cas, si vous n'êtes pas jeune agriculteur ou en zone vulnérable nouvellement classée, vous ne pouvez pas accéder l'aide à la construction, à la rénovation ou à l'aménagement des bâtiments d'élevage

(5) Si non, vous ne pouvez pas bénéficier d'une aide pour l'atelier qui n'est pas aux normes au regard du bien-être de l'espèce animale concernée.

## LOCALISATION DU PROJET

**Commune de localisation du projet :**

Identique à la commune du siège d'exploitation du demandeur

Sinon, merci de préciser : Code postal |\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_| Commune : \_\_\_\_\_

## DESCRIPTION du PROJET

**Intitulé du projet :** \_\_\_\_\_

**Description du projet :** \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

### Déroulement du projet :

Date prévue de début de projet : \_\_\_/ 20\_\_\_ (mois, année)      date prévue de fin de projet : \_\_\_/ 20\_\_\_ (mois, année)

### Type de production concernée par le projet :

bovine       ovine       caprine      précisez la filière :  lait       viande       mixte

Et/ou

porcine       volaille (y compris palmipèdes gras)       cuniculicole       équine (cf annexe)

Si vous avez coché plusieurs cases, veuillez préciser la production principalement concernée par le projet ainsi que la filière le cas échéant :

\_\_\_\_\_

### Dépôt simultané d'une demande d'aide au titre de l'opération 4.1 B « Amélioration de la performance énergétique :

oui     non

### Réalisation d'un diagnostic énergétique ?    oui    non

Si oui,    Date de réalisation : \_\_\_/ \_\_\_/20\_\_\_

Nom du prestataire : \_\_\_\_\_

Mettez-vous en œuvre la totalité, ou partie, des prescriptions du diagnostic énergétique ?     oui     non

Si oui : lesquelles : \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

**Réalisation d'un diagnostic ou auto-diagnostic biosécurité**       oui     non

### Effectifs

Catégories d'animaux	Effectif total de l'exploitation avant projet	Effectif concerné par le projet	Effectif total de l'exploitation après projet
Vaches laitières			
Vaches allaitantes			
Génisses lait			
Génisses viande			
Taurillons ou bœufs			
Veaux de boucherie			
Brebis lait			
Brebis viande			
Chèvres			
Porcs reproducteurs			
Porcs engraissement			
Poules pondeuses			
Volailles de chair			
Palmipèdes gras			
Lapins			

Equins			
Autres (préciser)			

## CARACTERISTIQUES DU PROJET

Si le projet porte sur la construction d'un bâtiment et/ou la construction d'un ouvrage de stockage des effluents, êtes-vous propriétaire du terrain d'implantation de cette /ces construction(s) ?

oui  non (si non veuillez joindre l'attestation complétée par le propriétaire, y compris lorsque le propriétaire est associé-exploitant)

### Nature des travaux et du projet :

construction neuve  extension d'un bâtiment existant  rénovation d'un bâtiment existant

Veuillez indiquer la surface construite et/ou rénovée : \_\_\_\_\_ m<sup>2</sup>

**Le projet respecte-t-il le cahier des charges de l'insertion paysagère :**  oui  non  sans objet

### Votre projet concerne-t-il :

- Une construction neuve dédiée à l'agriculture biologique ou ouvrant un accès permanent à des espaces de plein air (volaille /porcin) ou extérieurs et répondant dans les deux cas aux obligations de biosécurité :  oui  non
- Des investissements uniquement listés dans le socle national bien-être animal et biosécurité ( annexe de l'arrêté):  oui  non
- Une modernisation globale avec au moins 50% des investissements éligibles listés dans le socle national (annexe de l'arrêté) liés au bien-être animal et à la biosécurité :  oui  non

Dans l'affirmative, il faudra fournir un diagnostic ou autodiagnostic bien-être animal (voir liste des diagnostics ou autodiagnostic sur l'annexe de l'arrêté)

**Volet bâtiment :** Nombre total de places prévues :

logement des animaux

- système pailleux : étable entravée avec litière, pente paillée, aire paillée avec litière accumulée, logettes paillées intégrales ou mixtes (fumier raclé au niveau des logettes + lisier au niveau du couloir d'alimentation), aire paillée intégrale, aire paillée intégrale avec délai de curage supérieur à 2 mois :.....

- autres (système lisier...) : .....

salle de traite

robot de traite

nurserie

construction d'un espace de contention fixe

locaux sanitaires

construction d'un quai de chargement

stockage de fourrage

construction d'une stabulation libre avec abandon d'une stabulation entravée

robot racler à l'arrière des logettes

robot racler automatique  autres

	Type de logement	Matériaux (bardage, char-pente) Si utilisation du bois dans le bardage, exprimer en % la partie bois du bardage	Nombre de places	
Logement n°1				
Logement n°2				

### Volet effluent :

construction d'une fosse ou fumière

Type de stockage (fosses ou fumières)	Couverture de l'ouvrage	Capacité totale de l'ouvrage en projet Volume en m <sup>3</sup> pour les fosses
---------------------------------------	-------------------------	--

		Superficie en m <sup>2</sup> pour les fumières
Fosse(s) à lisier	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	
Fumière(s)	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	

Si couverture de fosse et/ou fumière, un système de récupération des gaz à effet de serre est-il prévu :  oui     non

Si récupération des gaz à effet de serre, une valorisation énergétique de ces gaz est-elle prévue :  oui     non

L'ouvrage de stockage est-il une fosse sous caillebotis ?  oui     non

### AMELIORATION CONDITIONS TRAVAIL CONSECUTIVE AU PROJET

Votre projet a-t-il pour effet de réduire la pénibilité du travail ou des temps de travaux ?

oui     non    Temps de travail gagné estimé : \_\_\_\_\_ (en heures/jour)

### AMELIORATION RESULTATS ECONOMIQUES DE L'EXPLOITATION CONSECUTIVE AU PROJET

Amélioration du niveau global des résultats de l'exploitation à partir des résultats prévisionnels de l'exploitation

#### Exploitation individuelle et personne morale (GAEC, EARL, SCEA ...) autres que groupements d'exploitations agricoles:

Si vous avez une comptabilité :

(en euros)	Valeur de l'année précédente	Valeur prévisionnelle après réalisation du projet (en année de croisière)
Annuité emprunts moyen et long terme de l'exploitation		
Produit d'exploitation : ventes + primes		
Excédent brut d'exploitation (EBE)		

Si vous n'avez pas de comptabilité :

(en euros)	Valeur de l'année précédente	
Annuité emprunts moyen et long terme de l'exploitation		
Produit d'exploitation : ventes + primes		
Solde d'exploitation : recettes - dépenses		

#### Groupements d'exploitations agricoles (CUMA, GIEE ...) :

(en euros)	Valeur de l'année précédente ou dernier exercice clos	Valeur prévisionnelle après réalisation du projet (en année de croisière)
capitaux propres (capital social + réserves)		
capitaux permanents (capital emprunté à moyen et long terme)		
immobilisations		

Création d'une activité :  oui     non

Développement d'une nouvelle activité :  oui     non

Développement d'une activité existante :  oui     non

Si oui, nombre d'adhérents en plus : |\_|\_|

## INDICATEURS TRANSVERSAUX PCAE

### 1. Votre exploitation comporte-t-elle au moins une personne installée depuis moins de 4 ans (installation depuis 2015) ou 5 ans (installation avant 2015) ?

oui avec DJA     oui sans DJA     non

**2. L'opération s'inscrit-elle dans la mise en œuvre du projet d'un GIEE ?**

oui     non

**3. L'exploitation est-elle reconnue en AB ou en cours de conversion, totalement ou partiellement ?**

- oui, exploitation reconnue partiellement en AB ou en conversion partielle  
 oui, exploitation reconnue totalement en AB ou en conversion totale  
 non  
 sans objet (pour les groupements)

**4. L'exploitation est-elle engagée dans une démarche de qualité autre que la certification AB ou Haute Valeur environnementale (HVE) ?**

- SIQO (Signe d'Identification de la Qualité et de l'Origine) uniquement  
 MV (Mentions Valorisantes : montagne, fermier, produits de pays...)  
 CCP (Certification de Conformité des Produits)  
 MV et SIQO  
 non  
 sans objet (pour les groupements)

**5. Si les produits de l'exploitation sont sous Signe d'Identification de la Qualité et de l'Origine (SIQO) s'agit-il ?**

- AOP  
 IGP  
 Label Rouge  
 Spécialité traditionnelle garantie

**6. Si les produits de l'exploitation sont sous Mention Valorisante, nature de cette mention ?**

- Montagne  
 Fermier  
 Sans objet

**7. L'exploitation est-elle engagée dans une démarche de certification environnementale de niveau 2 ou de niveau 3 (HVE) ?**

- oui, niveau 2  
 oui, niveau 3 (certification Haute Valeur Environnementale)  
 non  
 sans objet (pour les groupements)

**8. L'exploitation met-elle en œuvre une MAEC (Mesures agro-environnementales et climatiques) système ?**

- oui, en cours de contractualisation  
 oui, exploitation engagée  
 non  
 sans objet (pour les groupements)

Si oui, quel est le code de cette MAEC (IT 2015-1070) Code : \_\_\_\_\_

**9. Quelle est l'orientation technico-économique (OTEX) principale de votre exploitation ? (Cf. liste filière ci-dessous)**

---

**10. Quelle est la surface agricole de votre exploitation agricole ?**

SAU : |\_|\_|\_| Ha |\_|\_| ares

**11. Situation de l'exploitation au regard de la réglementation sur les installations classées pour la protection de l'environnement :**

- RSD  
 Déclaration ICPE  
 Enregistrement ICPE  
 Autorisation ICPE  
 Sans objet

**12. Si le projet concerne principalement une autre filière que l'orientation principale de l'exploitation, quel est l'orientation technico-économique (OTEX) de l'atelier qui est concerné majoritairement ? (Cf. liste OTEX sur notice)**

---

**13. Votre projet PCAE permet-il de créer des emplois dans votre exploitation agricole ?**

Sous mesure 4.1 A

Version 13 du 22/03/2021 page 7/15

oui  
 non

Si oui, combien d'ETP (Equivalent Temps Plein) ?

0.5  1  1.5  2  plus de 2

Emplois Hommes \_\_\_\_\_

Emplois Femmes \_\_\_\_\_

### AUTRES INDICATEURS - EFFECTIF DES ANIMAUX CONCERNÉ PAR LE PROJET

Catégories d'animaux	Effectif
Taureaux, vaches et autres bovins de plus de 2 ans et équidés de plus de 6 mois	
Bovins entre 6 mois et 2 ans	
Génisses lait Bovins entre 6 mois et 2 ans	
Équidés de 6 mois et moins	
Ovins et caprins	
Truies reproductrices > 50 kg	
Autres porcins	
Poules pondeuses	
Autres volailles	
Lapins	
Autres (préciser) :	



**DEPENSES PREVISIONNELLES**

Veillez indiquer le montant global de votre projet : \_\_\_\_\_ euros

**a) Volet bâtiment pour chaque poste de dépenses, inscrivez dans le tableau les montants correspondant à celui du devis que vous avez retenu**

Catégories Postes			Terrassements, fondation (2)		Gros œuvre maçonnerie bardage (2)		Charpente et couverture	Plomberie (2)		Electricité	Investissements liés à l'insertion paysagère (2)		Auto- construction, main- d'œuvre de l'éleveur (3)	Équipements et matériels d'élevage		Dont équipements liés au BEA ou à la biosécurité	Total
			(1)	Montant HT (€)	(1)	Montant HT (€)	Montant HT (€)	(1)	Montant HT (€)	Montant HT (€)	(1)	Montant HT (€)	Montant HT (€)	(1)	Montant HT (€)	Montant HT (€)	Montant HT (€)
<b>B A T I M E N T  D , É L E V A G E</b>	Logement des animaux	Bâtiment bois	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>			
		Bâtiment non bois	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>			
	Locaux et matériels de traite		<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>			
	Locaux et maîtrise du sanitaire		<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>			
	Autres constructions	Nursérie	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>			
		Autres	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>			
	Aménagements extérieurs (hors voiries)		<input type="checkbox"/>								<input type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>			
<b>Autonomie alimentaire</b>	Séchage en grange (hors énergie renouvelable)		<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>					<input type="checkbox"/>				
	Stockage des fourrages		<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>					<input type="checkbox"/>				
	Autres équipements spécifiques		<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>					<input type="checkbox"/>				
Nom des entreprises ayant établis les devis																	

(1) case à cocher en cas d'auto-construction (2) évaluation du coût des matériaux et de la location de matériels en montant HT (3) évaluation de la main d'œuvre à partir d'un devis d'entreprise

b) Volet effluent pour chaque poste de dépenses, inscrivez dans le tableau les montants correspondant à celui du devis que vous avez retenu

Catégorie	Postes	Nature des investissements	Montant HT (€)	Nom des entreprises correspondant aux devis
<b>BATIMENT D'ÉLEVAGE</b>	Gestion des effluents d'élevage	Fosse à lisier (1)		
		Fumière (1)		
		Autres (précisez)		
		<b>Total</b>		
<b>ÉQUIPEMENT PERMETTANT LA RÉDUCTION DES GES</b>	Couverture de fosse ou de fumière			

(1) réseaux d'effluents, les pompes, le stockage et les systèmes de traitement

c) Frais généraux

Catégorie	Postes	Montant HT (€)	Nom des entreprises correspondant aux devis
<b>IMMATÉRIEL</b>	DEXEL		
	Diagnostic énergie GES		
	Autres : Etude de conception, maîtrise d'œuvre, publicité		
	<b>Total</b>		

d) dépenses immatérielles

Catégorie	Postes	Montant HT (€)	Nom des entreprises correspondant aux devis
<b>IMMATÉRIEL</b>	Logiciel informatique		

### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DU PROJET

Financiers	Montant en €	Réservé à l'Administration
<b>Financiers publics</b>		
Montant de l'aide sollicitée au titre de l'opération 4.1A « aide à la construction, la rénovation et l'aménagement des bâtiments d'élevage »	_____	
Montant des aides sollicitées hors opération 4.1 A	_____	
Montant de la subvention équivalente en cas de financement (total ou partiel) de l'opération par un prêt bonifié <sup>1)</sup>		_____
<b>Total financiers publics</b>	_____	
<b>Autofinancement du porteur de projet</b>	_____	
<b>Emprunts <sup>2)</sup> (prévus par le porteur de projet)</b>	_____	
<b>TOTAL général = coût du projet</b>	_____	

1) En cas de financement par un prêt MTS JA, le montant de la subvention équivalente de ce prêt ne vient pas en déduction de la subvention - **ce montant sera rempli par l'Administration**

2) Si oui, le prêt vous a-t-il été accordé par l'établissement bancaire :  oui  non

## ENGAGEMENTS DU DEMANDEUR

### Cocher les cases correspondant à votre demande et vos obligations

**Je demande (nous demandons) à bénéficier :**

des aides à la construction, la rénovation et à l'aménagement des bâtiments d'élevage,

**Je déclare (nous déclarons) et atteste (attestons) sur l'honneur :**

être agriculteur affilié au régime de protection sociale des non salariés agricoles (AMEXA) et exercer une activité agricole au sens de l'article L.311-1 du code rural et de la pêche maritime (maîtrise et exploitation d'un cycle biologique de caractère végétal ou animal et constituant une ou plusieurs étapes nécessaires au déroulement de ce cycle),

que la personne morale, l'établissement, la fondation, l'association, le groupement d'agriculteurs qui demande l'aide exerce une activité agricole au sens de l'article L.311-1 du code rural et de la pêche maritime (maîtrise et exploitation d'un cycle biologique de caractère végétal ou animal et constituant une ou plusieurs étapes nécessaires au déroulement de ce cycle),

que le groupement qui demande l'aide, est composé exclusivement d'agriculteurs affiliés au régime de protection sociale des non salariés agricoles (AMEXA) qui exercent une activité agricole au sens de l'article L.311-1 du code rural et de la pêche maritime (maîtrise et exploitation d'un cycle biologique de caractère végétal ou animal et constituant une ou plusieurs étapes nécessaires au déroulement de ce cycle),

que l'investissement pour lequel une aide est demandée dans le cadre de cette mesure par un groupement d'agriculteurs doit être destiné exclusivement à l'usage des membres du groupement,

avoir pris connaissance que l'application de la réglementation relative aux opérations concernant des produits agricoles aura pour effet qu'une dépense recevant un début d'exécution avant la date autorisée sera inéligible à l'aide

ne pas avoir sollicité une aide autre que celles indiquées sur ma demande sur le même projet et les mêmes investissements,

avoir pris connaissance des délais de réalisation de mon projet (cf. notice),

avoir pris connaissance des points de contrôle, des règles de versement des aides et des sanctions encourues en cas de non-respect de ces points,

en cas de rénovation ou d'aménagement d'un bâtiment, en être propriétaire ou avoir obtenu l'accord écrit du propriétaire, et/ou en cas de construction d'un nouveau bâtiment être propriétaire de la parcelle sur laquelle il sera édifié ou avoir obtenu l'autorisation écrite du propriétaire de réaliser cette construction exécutée sur le site de l'exploitation en application de l'article L 411-73 du code rural,

l'exactitude des renseignements fournis dans le présent formulaire et les pièces jointes concernant ma situation et concernant le projet d'investissement,

être à jour de mes obligations légales, administratives, sociales, fiscales et comptables,

n'avoir fait l'objet d'aucun procès-verbal dressé dans l'année civile qui précède la date de dépôt de ma demande au titre des points de contrôle des normes minimales attachées à l'investissement aidé,

respecter les conditions d'âge au 1<sup>er</sup> janvier de l'année de dépôt de ma demande (au moins 18 ans et n'ayant pas atteint l'âge prévu à l'article D161-2-1-1-9 du code de la sécurité sociale),

respecter les normes minimales attachées à mon projet (vous reporter à la notice d'information),

être informé(s) que ma(notre) demande d'aide fera l'objet d'une sélection. En fonction des critères de priorités définis régionalement, et/ou par manque de crédits affectés à cette opération, mon(notre) dossier peut ne pas être retenu.

avoir pris connaissance que ma demande sera rejetée en l'absence de réponse de l'autorité compétente au-delà du délai de huit mois à compter de la date à laquelle mon dossier est réputé complet/de l'accusé de réception de mon dossier complet,

avoir réalisé le plan d'épandage des effluents d'élevage de mon exploitation si elle n'en dispose pas déjà ; celui-ci doit prendre en compte les effectifs présents dans mon exploitation après réalisation du projet.

**Je m'engage (nous nous engageons), sous réserve de l'attribution de l'aide :**

▪ à détenir, conserver, fournir tout document ou justificatif permettant de vérifier la réalisation effective de l'opération, demandé par l'autorité compétente, pendant 10 années à compter de la date de la notification de la décision de subvention,

▪ à faire intervenir des entreprises qualifiées pour les travaux d'électricité, de couverture et de charpente et de réalisation d'ouvrages de stockage et de traitement des effluents,

▪ à informer le service instructeur de toute modification de ma (notre) situation, de la raison sociale de ma (notre) structure, de mon (notre) projet ou de mes (nos) engagements,

▪ à me(nous) soumettre à l'ensemble des contrôles administratifs et des contrôles sur place qui pourraient résulter de l'octroi d'aides prévues par le PDR de FC,

▪ à ne pas solliciter à l'avenir, pour ce projet, d'autres crédits, en plus de ceux mentionnés dans le tableau « financement du projet »,

▪ à répondre aux obligations de publicité telles que **prévues par le règlement d'exécution UE n°808/2014 du 17/07/2014 annexe 3 (JOUE du 31/07/2014) et décrites dans la notice.**

## ENGAGEMENTS DU DEMANDEUR (SUITE)

### Je m'engage (nous nous engageons), sous réserve de l'attribution de l'aide :

- à maintenir en bon état fonctionnel et pour un usage identique les constructions ayant bénéficié des aides ainsi que le cheptel correspondant pendant une durée de **cinq ans** à compter du paiement final de l'aide européenne, à poursuivre mon(notre) activité agricole au sens de l'article 311.1 du code rural pendant cette période, ou en cas de cession avant les 5 ans, à transmettre ces constructions à un agriculteur qui s'engage à respecter mes(nos) engagements,
- à respecter les normes minimales dans le domaine de l'environnement, de l'hygiène et du bien-être des animaux attachées à l'investissement objet de l'aide,
- à respecter le cahier des charges régional de l'intégration paysagère dans le cas où mon projet y répond pour bénéficier de la modulation du taux d'aide (le non-respect de cet engagement peut déboucher sur la déchéance de l'aide relative à l'insertion paysagère),
- dans tous les cas, à réaliser un plan d'épandage des effluents,
- à couvrir les nouveaux ouvrages de stockage des effluents réalisées dans le cadre de ce projet, même si la demande d'aide ne porte pas sur ces ouvrages, dès lors qu'ils sont situés en zone de couverture obligatoire (zone montagne et piémont).

#### **IMPORTANT :**

#### **Je suis informé/ nous sommes informés :**

- qu'en cas d'irrégularité ou de non-respect de mes engagements, le remboursement total ou partiel des sommes perçues pourra être exigé, majoré d'intérêts de retard et éventuellement de pénalités financières, sans préjudice des autres poursuites et sanctions prévues dans les textes en vigueur.

- que, conformément au règlement communautaire n°1306/2013 du 17 décembre 2013 et aux textes pris en son application, l'Etat membre est susceptible de publier une fois par an, sous forme électronique, la liste des bénéficiaires recevant une aide FEADER ou FEAGA. Dans ce cas, mon nom (ou ma raison sociale), ma commune et les montants d'aides perçus par mesure resteraient en ligne sur le site internet du Ministère en charge de l'agriculture pendant 2 ans.

- les données personnelles collectées dans ce formulaire sont traitées par la Région Bourgogne-Franche-Comté ou par des sous-traitants dans le cadre des missions d'autorité de gestion des Fonds Européens Agricoles pour le Développement Rural dévolues à la Région-Bourgogne-Franche-Comté. Ces traitements visent à permettre l'éventuel octroi d'une aide et l'évaluation du dispositif concerné. Ces données seront conservées jusqu'au 31/12/2035.

- conformément à la loi « informatique et libertés » n°78-17 du 6 janvier 1978 et au règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (Règlement Général sur la protection des Données), je peux accéder aux données me concernant ou demander leur effacement. Je dispose également d'un droit d'opposition, d'un droit de rectification et d'un droit à la limitation du traitement de vos données. Ces droits peuvent être exercés par courrier à l'adresse suivante : Région Bourgogne-Franche-Comté, Direction Europe et Rayonnement International, 17, boulevard de la Trémouille – CS 23502 - 21035 DIJON CEDEX ou par voie électronique [feader@bourgognefranchecomte.fr](mailto:feader@bourgognefranchecomte.fr).

- pour toutes questions relatives à la protection des données personnelles je peux contacter le Délégué à la Protection des Données par voie postale (17 boulevard Trémouille, CS 23502 - 21035 DIJON) ou par voie électronique ([dpd@bourgognefranchecomte.fr](mailto:dpd@bourgognefranchecomte.fr)).

Afin de faciliter mes démarches auprès de l'administration,

j'autorise

je n'autorise pas <sup>(2)</sup>

l'administration à transmettre l'ensemble des données nécessaires à l'instruction de ce dossier à toute structure publique chargée de l'instruction d'autres dossiers de demande d'aide ou de subvention me concernant.

<sup>(2)</sup> Dans ce cas, je suis informé qu'il me faudra produire l'ensemble des justificatifs nécessaires à chaque nouvelle demande d'aide. Toutefois, cette option ne fait pas obstacle aux contrôles et investigations que l'administration doit engager afin de procéder aux vérifications habituelles découlant de l'application des réglementations européennes et nationales.

Nom, prénom et signature du demandeur gérant, du représentant légal ou pour un GAEC, de chaque associé ainsi que cachet de l'entreprise

## LISTE DES PIÈCES JUSTIFICATIVES A FOURNIR A L'APPUI DE VOTRE DEMANDE (1/2)

Pièces	Type de demandeur ou de projet concerné	A fournir à la DDT au plus tard le dernier jour de l'appel à projet			A transmettre jusqu'à la date de complétude (2)
		Pièce jointe au dépôt du dossier	Pièce déjà fournie au service instructeur (1)	Sans objet	
Exemplaire original de la demande complété et signé	Tous	<input type="checkbox"/>			
Devis détaillés des travaux ou investissements : au moins <b>un devis</b> pour tous les <b>postes au dépôt du dossier et 2 ou 3 devis</b> si projets <b>non prévus dans le référentiel, à la date de complétude (cf notice)</b>		<input type="checkbox"/>			3 <sup>ème</sup> devis uniquement <input type="checkbox"/>
Relevé d'identité bancaire (ou copie lisible) <sup>(1)</sup>		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
En cas de travaux, preuve de la propriété ou autorisation du propriétaire		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
Plan d'épandage		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
RJA	JA	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>
Annexe équine	Tout porteur concerné par un projet équin	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Expertise de dimensionnement des ouvrages de stockage des déjections AVANT projet (établie sur la base des effectifs déclarés à l'établissement interdépartemental d'élevage en précisant la date de l'inventaire) et APRES projet. Le DEXEL est OBLIGATOIRE pour les exploitations en ZV et NZV	Tous Si l'ensemble de vos animaux est logé en aire paillée intégrale (100 % litière paillée accumulée cochez « sans objet ») En cas de projet portant uniquement sur le stockage de fourrage : seule l'expertise AVANT projet est requise.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Attestation à jour de régularité au regard des obligations sociales au 1 <sup>er</sup> janvier de l'année de la demande de subvention	Tous	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>
Documents comptables : ▪ Lorsque la subvention est supérieure à 23 000 € tous financeurs confondus : dernière liasse fiscale complète ou les derniers bilans et compte de résultats approuvés par l'assemblée et le rapport du commissaire aux comptes s'il y en a un ▪ Lorsque la subvention est inférieure ou égale à 23 000 € : éléments comptables au 31/12 N-1 : CA, EBE, RE, Résultat net, capitaux propres, dettes financières, crédits de trésorerie, total du bilan, effectifs salariés	Tous Concerne les demandeurs astreints à la tenue d'une comptabilité. (les exploitants au forfait n'ont pas à fournir ces documents)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Accord ou pré-accord bancaire (doit porter sur le plan de financement et fixer le montant minimum de la subvention auquel l'accord de la banque est conditionné)	Tout porteur ayant recours à un prêt <i>(dans le cas d'une société, l'attestation doit concerner la société)</i>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Arrêté de permis de construire ou déclaration de travaux ou autre autorisation nécessaire pour la réalisation du projet le cas échéant	Tous les demandeurs concernés	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
Plan de situation et plan de masse des travaux		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
Plan avant travaux et après travaux (rénovation)		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
Plan des aménagements intérieurs (modernisation)		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
Justificatif de la certification biologique		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
Attestation d'habilitation en lait AOP		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
Copie de la carte d'identité	Tous	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
Document justifiant le respect des normes de bien-être animal sur l'exploitation	Tout projet PACTE <sup>3</sup>	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Arrêté préfectoral de ZPR ou APDI ou APDS	Tout projet situé dans une zone de maladie de catégorie 1	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	

## LISTE DES PIÈCES JUSTIFICATIVES A FOURNIR A L'APPUI DE VOTRE DEMANDE (2/2)

Pièces	Type de demandeur ou de projet concerné	A fournir à la DDT au plus tard le dernier jour de l'appel à projet			A transmettre jusqu'à la date de complétude (2)
		Pièce jointe au dépôt du dossier	Pièce déjà fournie au service instructeur (1)	Sans objet	
K-bis de moins de 6 mois et exemplaire des statuts <sup>(1)</sup>	Personnes morales et groupements hors GIEE	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
Agrément coopératif ou autre preuve de l'existence légale de la CUMA <sup>(1)</sup>	CUMA uniquement	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
Arrêté d'agrément	GIEE uniquement	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
Liste des adhérents certifiant la qualité d'agriculteurs	Groupements d'exploitations agricoles, association et fondation	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
Pouvoir habilitant le signataire à demander l'aide et à engager le groupement		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
Statuts et liste des membres du bureau du CA		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
Engagement des adhérents liés à l'investissement		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
Récépissé de déclaration en préfecture ou de la publication au JORF <sup>(1)</sup>	Association	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
Délibération de l'organe compétent approuvant le projet et le plan de financement	Association	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		

(1) Attention : Vous n'avez pas à produire les pièces qui sont déjà en possession du guichet unique, à condition que vous ayez déjà autorisé explicitement l'administration à transmettre ces justificatifs à d'autres structures publiques dans le cadre de l'instruction d'autres dossiers de demande d'aide vous concernant.

- Pour l'extrait K-bis : il n'est pas à fournir si vous l'avez déjà remis au guichet unique après la dernière modification statutaire intervenue. Dans ce cas, merci d'indiquer ici la date d'effet de la dernière modification statutaire [\_\_/\_\_/\_\_\_\_]. Dans le cas contraire, un K-bis original doit être fourni.
- Pour le RIB : il n'est pas à produire si le compte bancaire est déjà connu du guichet unique. Dans le cas contraire (compte inconnu ou nouveau compte), vous devez fournir le RIB du compte sur lequel l'aide doit être versée (une copie du RIB lisible, non raturée, non surchargée est acceptée).

(2) si ces pièces ne sont pas jointes au dépôt du dossier.

(3)- Une construction neuve dédiée à l'agriculture biologique ou ouvrant un accès permanent à des espaces de plein air ou extérieurs et répondant dans les deux cas aux obligations de biosécurité

- Des investissements uniquement listés dans le socle national bien-être animal et biosécurité

- Une modernisation globale avec au moins 50% des investissements éligibles listés dans le socle national liés au bien-être animal et à la biosécurité



**Attestation sur l'honneur portant sur le respect des obligations  
légalés, administratives, sociales, fiscales et comptables**

Nom – Prénom du demandeur : .....

Nom – Prénom du représentant légal : .....

Adresse : .....

CP- Ville : .....

N° SIRET : .....

N° fiscal : .....

Votre numéro fiscal figure sur votre dernier avis d'imposition, dans le cadre intitulé "vos références". Ce numéro est composé de 1-3 chiffres suivis d'une lettre.

Conformément à l'article 2 de l'arrêté du ministère de l'action et des comptes publics du 21 août 2018, pris en application de l'article 3 du décret n°2018-514 du 25 juin 2018 relatif aux subventions de l'État pour des projets d'investissement :

J'atteste sur l'honneur que l'organisme / l'entreprise que je représente est à jour de ses obligations légales, administratives, sociales, fiscales et comptables

Je prends connaissance des informations suivantes (art. L114-8 et L114-10 du code des relations entre le public et l'administration – CRPA -) :

- L'administration se procure directement auprès d'autres administrations les informations ou données justificatives de cette attestation de l'honneur.
- Le demandeur peut exercer son droit d'accès et de rectification sur les informations et données concernées.
- En cas d'impossibilité technique à l'obtention des données directement auprès d'une autre administration, il est possible que le service instructeur les réclame au demandeur
- Les échanges entre administrations se font dans les conditions suivantes (art. L114-9 ; R114-9-5 et R114-9-6 du CRPA ) :
  - Sous forme électronique, par traitement automatisé assurant la traçabilité des échanges,
  - Mise en oeuvre du Référentiel Général de Sécurité (RGS)

Fait à ....., le .....

Nom, prénom et signature(s) du demandeur gérant, du représentant légal ou, pour un GAEC, de chaque associé

Cachet